

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HOWA TRAMICO

BP 117
27800 Brionne

Références : UBDEO.ERA.2026.04.122.SB
Code AIOT : 0005800295

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement HOWA TRAMICO implanté Route d'Authou 27800 Brionne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 25 mars 2026 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées sur la thématique de la disponibilité des moyens en eau sur les sites industriels.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOWA TRAMICO
- Route d'Authou 27800 Brionne
- Code AIOT : 0005800295

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site HOWA TRAMICO à Brionne exerce des activités de production et de transformation de produits à base de mousse polyuréthane, principalement destinés à l'automobile.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
4	Disponibilité des réserves d'eau / moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois
7	Indisponibilité des moyens	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau	Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 7.7.4	Sans objet
2	Plan des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
5	Disponibilité du sprinklage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
6	Registre, tests	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et contrôle des moyens de lutte incendie	article 68	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site respecte globalement les exigences réglementaires en matière de défense contre l'incendie. Néanmoins, quelques écarts constatés sont à corriger dans un délai de 3 mois :

- prendre contact avec la mairie de Brionne et le SDIS afin de faire vérifier le poteau public et mettre à jour les données sur ses poteaux privés,
- formaliser la procédure de contrôle et d'entretien de ses 3 réserves d'eau,
- établir une procédure afin d'être en mesure de pouvoir disposer de ressources en eau suffisantes en cas d'arrêt d'une des motopompes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Besoins en eau et moyens pour répondre à ce besoin en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2021, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Besoins en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et notamment d'appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés ou d'autres dispositifs équivalents (points d'eau, bassins, citernes...) permettant de fournir en toutes circonstances les débits nécessaires.</p> <p>L'exploitant dispose a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une réserve d'eau constituée d'une citerne de 800 m³, associée à une aire de pompage poids lourds de 32 m² pour les véhicules des services d'incendie et de secours, • d'un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau public ; ce réseau comprend au moins 10 poteaux incendie internes à l'établissement d'un débit unitaire minimum de 60 m³/h. Ce réseau est complété par un poteau incendie appartenant à la commune, devant le bâtiment 14, et ayant un débit de 110 m³/h sous une pression de 6,5 bar, • d'une installation d'extinction automatique conforme aux prescriptions de l'article 7.7.5 avec notamment des réserves d'eau totalisant 2100 m³ (900+1200). Cette installation est conforme aux règles APSAD R1 ou tout règlement équivalent, • d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans

<p>l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; ils doivent être visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Ils doivent être conformes à la règle APSAD R4 ou tout règlement équivalent,</p> <ul style="list-style-type: none"> • de 27 robinets d'incendie armés répartis dans l'établissement et à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Ils doivent être conformes à la règle APSAD R5 ou tout règlement équivalent. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 10 poteaux actifs d'un débit unitaire minimum de 60 m³/h, 32 RIA, d'une réserve aérienne de 800 m³ associée à une aire de pompage, d'extincteurs et de 2 réserves de 1200 m³ et 900 m³ pour alimenter le sprinklage. L'exploitant indique l'existence d'un poteau externe appartenant à la commune devant faire 110 m³/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Plan des moyens incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans, en particulier, pour les installations concernées : - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de plans de ses moyens de défense incendie à jour. Ils présentent le réseau incendie, le réseau sprinklage, les poteaux, les réserves d'eau, etc.</p> <p>L'exploitant indique que ces plans sont disponibles sur leur réseau internet, qu'un plan des réserves et sprinklage est affiché dans le local gardien et qu'un plan de confinement est affiché en salle de gestion de crise.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Disponibilité des débits des poteaux et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Point d'eau
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Le site dispose de 10 poteaux incendie privés actifs avec des débits unitaires supérieur à 60 m ³ /h alimentés par le réseau de ville. Ces débits sont testés tous les ans. Le dernier rapport date du 04 février 2026. L'entretien des ces poteaux (état visuel, fonctionnement des organes, graissage...) se fait en même temps que le contrôle des débits. Un poteau public de 110 m ³ /h existe à proximité du site, mais l'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer s'il est fonctionnel ou non. Après vérification sur l'outil PEI du SDIS, ce poteau public n'est pas conforme et dispose d'un débit de 96 m ³ /h seulement (dernier contrôle en date du 1er décembre 2014). De plus, les poteaux privés de l'exploitant sont notés non conformes, mais certainement à cause d'une absence de mise à jour de l'outil PEI. L'inspection a pu constater le bon état visuel et la bonne accessibilité de plusieurs poteaux incendie sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est tenu de prendre contact avec la mairie de Brionne et le SDIS afin de faire vérifier le poteau public dont le débit de 110 m ³ /h est demandé dans son arrêté préfectoral, <u>dans un délai de 3 mois</u> . De plus, il donnera les informations au SDIS et à la mairie pour mettre à jour les données sur ses poteaux privés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Disponibilité des réserves d'eau / moyens de pompage et état par sondage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Réserves d'eau

Prescription contrôlée :

Moyens d'intervention en cas d'accident.

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. « L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant dispose de trois réserves d'eau de 800, 900 et 1200 m³ qui ont été refaites respectivement en 2012, 2019 et 2019. L'exploitant ne peut justifier des volumes que sur plans (qui sont cohérents avec les volumes annoncés).

Ces réserves font l'objet d'un contrôle visuel extérieur et d'un contrôle de niveau, mais qui ne sont pas formalisés. L'inspection a pu constater le bon état visuel des réserves d'eau.

L'aire d'aspiration de la réserve de 800 m³ est bien signalée, accessible aux engins en tout temps par une voie engin, avec une hauteur entre le point d'aspiration et le niveau d'eau le plus bas inférieur à 6m, et utilisant un dispositif sans crépine.

Les dispositifs d'aspiration de cette aire sont mis en fonctionnement puis purgés lors de l'exercice ESI annuel. L'inspection a pu constater le bon état visuel de ces dispositifs.

L'inspection a constaté que l'aire était partiellement encombrée par des stockages de palettes et ferrailles. L'exploitant a immédiatement retiré ce stockage. Néanmoins, l'inspection remarque que ce n'est pas la première fois qu'elle constate un encombrement de cet espace.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant est tenu de formaliser sa procédure de contrôle et d'entretien (état visuel, fonctionnement des organes, contrôle du volume, etc.) de ses 3 réserves d'eau, en s'assurant de respecter une fréquence cohérente, par exemple un contrôle annuel et un cycle de test de l'aspiration tous les 3 ans, via un document qu'il transmettra à l'inspection **dans un délai de 3 mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Disponibilité du sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Sprinklage
Prescription contrôlée : Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport Q1 de son sprinklage en date du 05 janvier 2026. En dehors du Q1 semestriel, l'exploitant indique réaliser un contrôle hebdomadaire du sprinklage (vérification moteur, torches, etc.). Le rapport Q1 fait état d'un risque de mise en échec du système du fait de l'arrêt de fonctionnement de la motopompe de la réserve de 900 m3. Par courriel du 2 avril 2025, l'exploitant a indiqué que cette pompe avait été réparée et remise en service. Enfin, l'exploitant indique que le chiffrage a été validé pour une révision complète en 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre, tests et contrôle des moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des installations
Prescription contrôlée : Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : L'inspection a pu consulter par sondage différents registres sécurité du site (contrôles des poteaux, sprinklage, RIA, etc.) qui étaient tous conformes. L'inspection a fait réaliser : <ul style="list-style-type: none"> • un test du RIA n°23-1 : conforme ; • un test de la motopompe associée à la réserve d'eau de 1200 m³ : conforme (l'autre

motopompe étant hors service le jour de l'inspection, mais réparée et remise en marche début avril).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Indisponibilité des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité

Prescription contrôlée :

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Constats :

La motopompe de la réserve de 900 m³ alimentant le sprinklage était hors service le jour de l'inspection. L'exploitant a indiqué être en attente de l'intervention de son prestataire pour la remise en marche et avoir renforcé le contrôle des travaux par point chaud dans cette attente. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas pris d'autres mesures compensatoires, notamment afin de disposer de ressources en eau suffisantes pour alimenter son sprinklage, comme demandé aux articles 7.7.4 et 7.7.5 de son arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant a indiqué par courriel du 02 avril 2026 que la motopompe avait été réparée et remise en service.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans la mesure où la motopompe a été réparée, il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant. Toutefois, celui-ci est tenu d'établir une procédure afin d'être en mesure de pouvoir disposer de ressources en eau suffisantes en cas d'arrêt d'une des motopompes, **dans un délai de 3 mois.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois